

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

## Carter et Israël DERRIERE LES BELLES PAROLES...

### La Chine encourage la lutte armée des Palestiniens

La Chine reste convaincue que la lutte armée est le seul moyen de résoudre la question palestinienne, a réaffirmé mardi après-midi à Pékin l'un des plus hauts dirigeants chinois, le vice-premier ministre Li Hsien-nien, à Abou Jihad, membre dirigeant du «Fatah» et commandant en chef-adjoint des forces armées palestiniennes.

Abou Jihad est arrivé lundi à Pékin pour une visite amicale d'environ une semaine à la tête d'une délégation de l'OLP. Au cours d'un entretien de deux heures, qualifié de source palestinienne de «cordial, fraternel et positif», Abou Jihad et le vice-premier ministre chinois ont évoqué «la situation politique dans le monde arabe et celle de la révolution palestinienne en particulier».

Li Hsien-nien a réaffirmé, à cette occasion, a-t-on indiqué de même source, le soutien de la Chine à la lutte armée palestinienne contre Israël, comme l'avait fait déjà la veille au soir, lundi, le ministre chinois des Affaires étrangères, Huang Hua.

Au cours d'un banquet offert en l'honneur du leader de l'OLP, Huang Hua, d'autre part, critique l'Union soviétique «qui se prétend elle-même un allié naturel des peuples arabes et (...) qui donne un soutien simulé mais, en réalité, trahit».

Une heure du matin, station Étoile. Le dernier métro vient de passer. A cette heure-là d'habitude, les nettoyeurs du métro sont en plein dans leur travail dangereux, sur les voies où l'électricité n'est pas coupée. Un travail payé 1 700 F par mois.

Mais depuis maintenant un mois, les nettoyeurs sont en grève. Et ce soir, à Étoile, c'est un de leur piquet de grève qui est rassemblé, s'appêtant à entrer en action. Africains et Arabes sont là, au coude à coude. Il y a aussi des Français venus apporter leur soutien, notamment quelques employés de la RATP.

Le comité de grève des nettoyeurs fait en effet appel à la solidarité active de tous les travailleurs. Le piquet de grève, mobile, est nécessaire pour s'opposer à toutes les tentatives pour briser la grève. L'immense majorité des nettoyeurs

continue la grève, décidée à obtenir satisfaction de ses revendications, mais quelques dizaines de nettoyeurs d'une entreprise ont repris le travail à l'appel de la CGT, jouant le rôle de syndicat jaune. Il y a aussi, de la part des patrons, le recours à des boîtes d'in-térim ou d'autres travaillant pour la RATP.

Les équipes de briseurs de grève agissent sous la protection des CRS. Ceux-ci pénètrent en général les premiers dans les couloirs, suivis des briseurs de grève. A plusieurs reprises, les nettoyeurs du métro ont été conduits au commissariat, parfois même frappés. Hier, les CRS leur ont fait mettre les mains en l'air et les ont fouillés.

Sur le quai, direction Neuilly, les tâches sont réparties. Plusieurs équipes iront visiter les stations autour d'Étoile pour voir si

des équipes de briseurs de grève travaillent. Le piquet de grève a pour rôle de dissuader les briseurs de grève de poursuivre leur travail. Le principe adopté est de discuter autant que possible pour les convaincre de renoncer. Les patrons ont recours à tous les moyens pour recruter des briseurs de grève : les menaces mais aussi les primes ; ils n'hésitent pas à donner 50 F pour 3 heures de travail dans certains cas.

Un travailleur africain arrive en courant : une équipe de nettoyage arrive à Étoile, accompagnée d'un car de CRS. On se dirige vers elle pour qu'elle ne puisse pas travailler. Les travailleurs utilisés comme briseurs de grève ce soir-là appartiennent à une entreprise de carrelage travaillant pour la RATP. On leur a dit que s'ils ne nettoyaient pas le métro ils seraient licenciés. Les nettoyeurs du

métro discutent avec eux, pour leur faire comprendre le sale rôle qu'on leur fait jouer. Plusieurs travailleurs déclarent qu'ils ne veulent plus travailler ; ils sont applaudis. Mais les CRS sont là. Un gradé s'approche pour inciter à poursuivre le travail. Un commandant se fait le champion de la sacrosainte «liberté du travail»... Finalement, sous la pression des grévistes, les travailleurs utilisés comme briseurs de grève décident de se retirer. Le piquet de grève vient de gagner une bataille. La station Étoile ne sera pas nettoyée. Seuls, quelques sacs ont pu être remplis de détritus. Bientôt, à nouveau leur contenu jonchera le sol. Et ailleurs, dans d'autres stations, d'autres équipes de grévistes sont tout aussi vigilantes, décidées à défendre leur lutte. Une grande lutte contre les salaires de misère et pour la dignité.

Trois semaines avant l'arrivée à Washington de Begin, le premier ministre israélien, Carter a pris des mesures en apparence contradictoires. Il a approuvé la livraison à Israël d'équipements militaires pour une valeur de 115 millions de dollars donnant ainsi le feu vert à la réactivation de livraisons d'armes américaines. En même temps, il a laissé son secrétaire d'Etat parler de la nécessité de «normalisation complète» entre Israël et les pays arabes. Une déclaration du département d'Etat affirme que les retraits israéliens doivent avoir lieu sur les trois frontières, le désert du Sinai, le plateau du Golan, mais aussi la Cisjordanie et la bande de Gaza. Ce texte rappelle également que Carter s'est prononcé pour «une patrie des Palestiniens, dont la nature exacte devra être négociée entre les deux parties».

Mardi soir «La Voix de la Palestine» a comparé ces diverses mesures à un «ballon d'essai» visant à détourner l'attention du rôle véritable des États-Unis. «Alors que les dirigeants américains, a-t-elle déclaré, plaident pour une politique d'équilibre au Proche-Orient, le président Carter donne son accord pour de nouvelles fournitures militaires sophistiquées à Israël, affermissant ainsi l'occupation, l'expansion et l'agression».

Le porte-parole officiel de l'OLP a déclaré mardi à Damas : «Les États-Unis préchent la paix uniquement en paroles» et a demandé aux chefs d'États arabes d'adopter une «attitude plus ferme» à leur égard.

### Procès du «gang des Lyonnais»

## Les bas-fonds du pouvoir

Depuis quelques jours s'est ouvert un curieux procès où l'on parle à mi-mot par peur de soulever des vagues. Il est vrai que derrière ce procès du «gang des Lyonnais» se profile une fois de plus l'ombre des polices parallèles du pouvoir et plus particulièrement de l'une d'elles : le SAC.

Du côté de la police, on cherche à escamoter ce délicat problème. Mardi, un commissaire de police proclamait : «Jamais,

nous n'avons découvert la moindre trace de la moindre appartenance au moindre groupement politique ou parapolitique». Ben voyons ! Et pourtant, l'un des accusés est bien connu pour ses relations avec les barbouzes en tout genre tel cet autre truand, Augé, responsable lyonnais du SAC, ou bien avec le dénommé Rogeff, autre barbouze notoire.

Ces deux individus sont morts depuis, comme beaucoup d'autres dans cette affaire. Les uns ont été abat-

tus, les autres «suicidés». Parmi ces morts, il en est une dont on a beaucoup parlé celle du juge Renaud dit «le Shérif».

Celui-ci en savait trop sur les activités du gang des Lyonnais et en particulier sur la destination des fonds du hold-up dont un juge disait : «J'espère que le montant du hold-up de Strasbourg n'est pas allé clandestinement alimenter tel ou tel parti politique»... Une ténébreuse affaire pour qui veut se boucher les yeux.

### Soutenons les nettoyeurs du métro

## TOUS AU RASSEMBLEMENT

### Jeudi 30 juin à 17 H

### Devant le secrétariat d'Etat aux transports

Avenue du Président Kennedy -  
Paris 16e - Métro: Passy



## Départ du Tour de France Un beau spectacle, mais...

Jeudi, c'est le départ du tour - le tour de France.

Le tour, c'est un peu l'évènement du mois de juillet, c'est un peu la fête qui se promène à travers toute la France. Le spectacle de sportifs qui évoluent est un beau spectacle, très populaire.

ge Pernod» et «le prestige Pernod» qui au niveau européen et français récompensent les meilleurs coureurs sur toute une année.

A quand le trophée «Ricard» pour la lutte antialcoolique ?

A CHAQUE ÉTAPE  
UNE MARQUE

Bien sûr, les marques accollent leur nom à tel ou

LE TOUR 77

64<sup>ème</sup> TOUR DE FRANCE 1977



Depuis plusieurs années déjà, l'itinéraire du tour de France n'est plus continu : certains trajets d'une ville à l'autre sont faits en car ou en train ou en avion, en pointillé sur la carte.

Cette année, le tour fera une incursion en Belgique, en Allemagne fédérale, il fera quelques kilomètres en Suisse et en Italie.

Il est même prévu de faire un crochet par le pays Basque espagnol, à Vitoria siège du groupe KAS qui patronne la principale équipe espagnole.

Pour stimuler l'intérêt des coureurs et accorder quelques miettes à l'ensemble de la course, tout en renforçant le rôle publicitaire du tour, on crée chaque année de nouveaux trophées. En plus du classement individuel et par équipes se sont greffés le «grand prix de la Montagne», le maillot vert du classement par points pour le plus rapide aux arrivées, le maillot blanc pour le meilleur total au classement au temps et par points, le prime du plus combatif, du plus malchanceux. Cette année apparaît un nouveau challenge pour récompenser le meilleur coureur sur l'ensemble des cinq étapes disputées contre la montre. Déjà, existe «le super-presti-

tel classement et chaque jour l'étape est aussi patronnée par une firme. On ira de Rouen à Roubaix avec le fromage X, ou de Besançon à Thonon-les-bains sous les auspices de la lotion machin.

Le parcours se modèle aussi en fonction de certains intérêts touristiques. Le tour fait de plus en plus étape dans certaines villes balnéaires, chères à quelques promoteurs comme Merlin ou dans certaines stations de montagne qui souhaitent remplir leurs hôtels l'été et se faire connaître en prévision de l'hiver prochain. Le départ de l'épreuve aura lieu cette année à Fleurance qui a la chance d'avoir pour maire Maurice Mesegué l'homme dont les tisanes «font de vous un surhomme en amour». L'an dernier, c'était à Merlinplage !

Le sport qui est très beau à voir, agréable à pratiquer, nécessaire pour améliorer sa condition physique a été complètement gangrené par le profit. Le tour a été transformé en une vaste opération publicitaire.



## • Djibouti Les «accords de coopération» (3)

A l'occasion de l'indépendance de Djibouti, nous publions aujourd'hui la 3<sup>ème</sup> partie du texte rédigé par l'Union nationale des étudiants de la côte Afar-Somalie. Après avoir traité de l'indépendance, de la présence militaire française, le texte de l'UNECAS expose aujourd'hui l'analyse propre des étudiants de Djibouti sur les accords de coopération entre le gouvernement français et les nouveaux dirigeants de Djibouti.

Aujourd'hui, l'impérialisme français dans sa stratégie pour perpétuer la domination dans notre pays, la Côte Afar-Somalie qui a toujours constitué une base militaire stratégique, a tenu sous sa houlette une «table ronde» à Paris du 28 février au 21 mars 1977.

A cette conférence, participa une fraction de la réaction locale (LPAI, FLCS, Bloc parlementaire). En effet, le but de cette rencontre entre l'impérialisme français et ses serviteurs zélés était d'établir de véritables structures de domination dans tous les domaines sous la couverture fallacieuse «d'accords de coopération».

Sur le plan économique, durant l'ère coloniale, l'impérialisme français n'a développé aucun secteur économique, car notre pays constituait une base militaire stratégique.

Pour cela, il n'a jamais entrepris le développement économique de notre pays, sauf le port, lequel servait de base de ravitaillement et d'attache pour la flotte de guerre, et l'aéroport, base militaire.

Ceci pour maintenir notre peuple dans la misère. A présent, à la phase néocoloniale, il s'agit de maintenir la dépendance totale à l'égard de la métropole impérialiste.

Sur le plan militaire, maintenir sa base militaire pour réprimer notre peuple en lutte, et contrôler toute la région pour sauvegarder les intérêts impérialistes,

contre la volonté des peuples en lutte. Par ces «accords de coopération» avec le régime néocolonial, le maintien de la base militaire française se révèle une nécessité vitale pour la défense des intérêts de l'impérialisme international notamment américain.

Comme il n'a jamais été question de constituer une armée nationale, aussi bien pour l'impérialisme français que pour la réaction locale, voici du même coup justifié le maintien de la base militaire grâce aux «accords de défense» comme le déclarait Giscard d'Estaing : «La France est prête à garantir la sécurité extérieure du nouvel État», comme auparavant, il justifiait le maintien de sa base contre le spectre de «l'annexionnisme somalo-éthiopien».

Ainsi, la base militaire française se verra confier le rôle du gendarme dans cette région de l'océan Indien où les ingérences impérialistes se font plus précises, notamment celles du social-impérialisme.

Sur le plan culturel, renforcer la politique obscurantiste entreprise depuis la colonisation. Dans la phase néocolonialiste, notre peuple ne verra que s'accroître cette obscurantisme. Cette «coopération culturelle» ne lui sera d'aucune utilité, sinon de maintenir la prépondérance de la langue impérialiste, au détriment du développement de sa propre culture et de ses langues nationales.

La Conférence d'Accra-

OUA, tenue au Ghana le 28 mars 1977 sous l'égide de l'OUA n'avait pour but que d'enterrer la conférence de Paris, «Table ronde», «accords de coopération», ainsi que de constituer le Front uni de la réaction. Une fraction de la réaction (M«PL» MLD UN«I», parti du chien mort Aref) n'avait pas participé à la «table ronde» de Paris, car elle est en infériorité par rapport à l'autre fraction (LPAI-FLCS, Bloc parlementaire). L'impérialisme ne se priva pas de jouer la carte de la pseudo-rivalité de la réac-

tion locale, pour aiguïser les contradictions au sein du peuple et le mystifier. La conférence d'Accra ne fut que la consécration de «l'unité» autour de la défense des intérêts de l'impérialisme français, afin de récupérer les miettes du pouvoir néocolonial.

Mais notre peuple, fort de sa propre expérience de lutte et de celle des autres peuples saura déjouer toutes les manœuvres de l'impérialisme et continuera à lutter jusqu'à l'indépendance nationale.

UNECAS

## Déclaration commune du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et des Groupes marxistes-léninistes de Finlande (MLR)

Les délégations des Comités centraux du Parti communiste marxiste-léniniste de France et des groupes marxistes-léninistes de Finlande se sont rencontrés récemment. Les entretiens ont été fraternels et chaleureux, sur la base de l'internationalisme prolétarien, du respect mutuel et de l'égalité réciproque.

Du large échange de vues sur toutes les questions abordées, est ressortie sur les questions politiques principales une unité idéologique et politique, fondée sur les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung. Nos deux organisations ont une unité de vue sur les traits principaux de la situation internationale, celle-ci étant basée sur la théorie des trois mondes, élaborée par Mao Tsé-toung.

Cette rencontre, tout en permettant une meilleure connaissance réciproque, a renforcé les liens qui unissent nos deux organisations. Elle a démontré que les idées marxistes-léninistes grandissent et se renforcent dans le monde.

Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France  
Le Comité central des groupes marxiste-léniniste de Finlande  
Juin 1977

## • USA Manifestation contre un film pro-impérialiste

Des anti-impérialistes new-yorkais ont décidé de mener une action lors de la sortie du film consacré au général Mac Arthur contre le maintien des troupes américaines en Corée et l'aide américaine au régime Park Chung Hee.

Le film sera présenté pour la première fois mercredi devant toute une population de généraux qui entoureront le maire de New-York : ils seront accueillis par une manifestation.

Ce film retrace la vie de Mac Arthur d'avril 1942 (il a alors 60 ans) à 1962. Cette vie, elle n'est pas très brillante : il ne faut pas oublier que Mac Arthur était favorable au recours à l'arme atomique contre la Chine lors de la guerre de Corée en 1950.

Un tract a été distribué condamnant la sortie de ce film ainsi que les généraux présents à la représentation : «Ces généraux, lit-on dans ce tract, se sont rendus célèbres en envoyant des milliers de GI'S tuer et se faire tuer au Vietnam et en Corée... Ces généraux aimeraient bien envoyer des troupes américaines en Afrique se battre contre les peuples africains qui luttent pour la liberté».

Ce tract explique que la lutte contre l'impérialisme américain est toujours d'actualité car «en ce moment, 27 ans après le début de la guerre, il y a encore 42 000 soldats américains occupant la Corée du Sud. Ils protègent la dictature fasciste et corrompue de Park Chung Hee et la CIA coréenne, ainsi que les béné-

L'EXPOSITION DE «AYDINLIK»  
sur les luttes du peuple de  
**TURQUIE**  
CONTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES  
est prolongée jusqu'au 9 juillet  
(PROJECTION DE DIAPOS ET DEBAT SAMEDI  
2 JUILLET A 17H)  
OUVERTE TOUS LES JOURS DE 14 H A 20 H  
Culture-Diffusion  
68, rue de Belleville Paris-20ème

fices des banques et des compagnies américaines qui versent des salaires de misère aux travailleurs coréens.

Carter a promis le départ d'un certain nombre de soldats de Corée d'ici 5 ans mais il en restera au moins 20 000 avec des armements atomiques ce qui constitue une menace pour le peuple coréen et le monde entier car Carter a déclaré que

«le déploiement des armes nucléaires implique leur utilisation éventuelles».

Le but de la manifestation est pour les organisateurs de «montrer à Carter et au Pentagone que les gens aux États-Unis veulent des emplois, des prix moins élevés et la fin du racisme. Ils ne veulent pas d'une nouvelle guerre».



# SONACOTRA CEDERA !



● Strasbourg

## Réunion des résidents des foyers Sonacotra

Organisé par le comité de soutien, créé récemment juste après le meeting parisien sur les expulsés, un meeting a eu lieu dimanche après-midi dans le quartier populaire de la Meinau. Une centaine de travailleurs immigrés de plusieurs nationalités sont venus de quatre foyers de Strasbourg.

Après la projection du montage de diapositives sur l'histoire de la lutte en français et en turc, un membre du Comité de coordination venu de Paris explique la

lutte. Aussitôt de nombreux résidents pressent le camarade de questions pour savoir comment se mettre en grève :

« Le directeur fermera-t-il les chambres si on est en grève ?  
« Si vous êtes nombreux et unis à vous mettre en lutte, le gérant ne fermera pas les chambres ».

« Combien faut-il être ?  
« 20, 30, 80... 100 (applaudissement). A Nanterre, le plus grand des foyers (1024), quand ils descendent en assemblée générale, on dirait une manif. Ils ont démarré à 50 résidents, aujourd'hui c'est la grève à 100 % ».

Toute la salle réclame : « tout le monde en grève ! » comment démarrer ?

« C'est simple. Avec les augmentations injustifiées, les gérants racistes, tout le monde en a ras-le-bol - Comment s'organiser ? Dans le Comité de coordination il y en a qui n'avaient pas d'expérience de lutte ; ils

ont appris dans la lutte. Il faut des délégués, ce sont des résidents volontaires, élus par les résidents.  
« On ne recherche pas spécialement des délégués par nationalité, ça peut varier alors que nous on recherche l'unité. C'est utile pour la langue, s'il y en a beaucoup, c'est bien. Pour 300, 10 délégués par exemple. N'acceptez jamais des gens de l'extérieur pour vous « diriger », vous êtes seuls à pouvoir diriger la lutte.

C'est la CGT et le PCF qui ont cassé la grève rue de Colmar et rue de Neuhof au bout de six mois en disant : « Vous avez eu une grande victoire » (réparer une table ou une chaise et la peinture qui n'est pas encore refaite). De nouveau, toute la salle réclame la grève à Strasbourg.

Déjà, ici, les ouvriers immigrés de Roth, à majorité turcs, ont obtenu la victoire sur leurs revendications, beaucoup habitent dans les foyers.

Le comité de soutien de Strasbourg a déjà fait une bonne popularisation de la lutte en direction des foyers à l'aide des textes de la Coordination traduits en plusieurs langues, mais il a besoin de se renforcer : pour contacter le comité de soutien :

Permanences : samedi après-midi de 14 à 15 h, 12, rue du Renard Préchant, Strasbourg.

# Deux des points chauds de cet été

Nous avons déjà parlé de plusieurs rassemblements contre les dangers de centrales nucléaires.

Voici 2 nouveaux points de mobilisation importante pour les vacances.

## ● Rassemblement contre la centrale nucléaire de Golfech

A Golfech, petite localité du Tarn-et-Garonne l'EDF veut construire une centrale nucléaire au mépris de la sécurité des populations.

Outre les dangers de la radio-activité, le projet de Golfech bouleverserait à court terme, de façon catastrophique toute la région. Les canaux de refroidissement des réacteurs ne manqueront pas d'empoisonner définitivement la Garonne déjà bien polluée. Les crues de la Garonne ont déjà vu leur côte augmenter de 0,40 à 1,00 m avec la centrale électrique ; qu'est-ce que ce sera avec la centrale nucléaire !

Deux couloirs de 350 m de large chacun de câbles à haute tension vont en outre empêcher toute vie humaine et végétale sur leur passage.

Enfin, le projet comporte l'aménagement de huit tours gigantesques. Les quatre plus grandes mesurant 170 m de haut vont rejeter chacune 1500 m<sup>3</sup> de vapeur d'eau par seconde, ce qui entraînera une modification atmosphérique importante avec création de

nuages et de brouillards très bas permanents.

Comme on le voit, l'implantation d'une telle centrale nucléaire va à l'encontre des intérêts populaires. Les normes de sécurité sont négligées car la logique des capitalistes les conduit à ne s'intéresser qu'aux profits.

Pour ces raisons, nous disons non à la centrale nucléaire de Golfech.

Partout, la riposte s'organise et 14 comités se sont constitués en Tarn-et-Garonne ainsi qu'en Lot-et-Garonne. Le 21 juin à Valence d'Agen, devant plus de 100 personnes, un Comité se constituait en présence des 12 maires du Canton. Les 2 et 3 juillet, le Comité de Golfech organise un grand rassemblement contre le barrage à Golfech. Le mouvement contre l'implantation de la centrale nucléaire se renforce dans la région car il représente réellement les intérêts de la population contre les trusts capitalistes nationalisés ou non avides de profit.

Correspondant HR

## ● Rassemblement contre le barrage de Naussac

Une première réunion de coordination des associations de défense et des municipalités concernées par les projets de barrage s'est tenue le 18 juin au Puy. Elle a publié la déclaration suivante :

« Le barrage de Naussac étant le noyau d'une plus vaste projet passant par la désertification d'une région déjà fortement touchée par l'exode et le chômage, il importe, compte tenu de l'état d'avancement des travaux, que la coordination soit la plus large possible afin de créer un rapport de force et de faire échec à ce projet aberrant.

Dans ce sens, une campagne de popularisation doit être menée par l'intermédiaire des municipalités sur toutes les communes, pouvant être touchées par ces barrages plus ou moins directement, de même que la mise en place d'une coordi-

nation effective pouvant regrouper un maximum d'organismes et d'organisations.

A l'issue de cette réunion, une liaison effective nous a semblé nécessaire.

Il a donc été décidé :

- élargissement de la coordination,
- la mise en place d'un bulletin régulier de liaison, pris en charge par le comité du Puy,
- appel à toutes les organisations politiques et syndicales concernées afin d'obtenir de leur part la présence d'un observateur à la prochaine réunion de 3 juillet à Naussac.

- Se rendre au rassemblement des 2 et 3 juillet à Naussac et à y contacter la coordination, à son stand :  
**LA COORDINATION**  
Comité-Naussac  
5 rue traversière des Mourges - 43000 Le Puy

### UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE

« Paris 19 mars 1977 - 106<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris - Manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge ».

## ● Charleville - Mézière Le PS dans un scandale financier

Une plainte pour abus de confiance à l'encontre de André Lebon, député socialiste des Ardennes et maire honoraire de Charleville-Mézières, vient d'être déposée par le président de la Jeunesse Plein Air (JPA).

Lebon fut le trésorier de la JPA de 1947 à 1975. La JPA est une association qui fait partie de la Fédération des œuvres laïques. Elle a pour but unique de permettre à des enfants de milieux défavorisés de partir en vacances. Elle puise ses ressources en majeure partie dans la vente de vignettes par les enfants.

En 1975, alors que certains s'interrogeaient déjà sur la régularité de la gestion de l'association, un nouveau conseil d'administration entrait en fonction et tentait d'y voir clair dans

les comptes. La situation financière se révéla préoccupante; alors même que les recettes étaient importantes, certains projets de colonies de vacances se voyaient contrariés.

Le nouveau président engageait des recherches, mais les archives se révélaient introuvables. Un seul établissement bancaire accepta de montrer ses livres, ce qui permit quand même de déceler un certain nombre d'opérations qui demandaient des éclaircissements.

Il sera intéressant de voir quelle suite sera donnée à cette affaire. Dorénavant, une chose paraît sûre : un député de gauche peut se trouver impliqué dans un scandale. Ce privilège n'est pas réservé à la droite...

(Information de notre correspondant)

**NON**  
la Centrale nucléaire de Golfech  
ne se fera pas !!

**Rassemblement**  
**2 et 3 Juil. Golfech**  
près de Valence d'Agen - Nat. 113 - Tarn et Garonne

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN  
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE

### Parution de l'Humanité rouge pendant les vacances

Pendant la période de juillet-août, compte tenu des départs en congés des travailleurs tant journalistes que maquettistes ou imprimeurs qui participent à sa réalisation, et des chutes de diffusion habituelles dans cette période, le quotidien cessera de paraître. Le dernier numéro sera daté du vendredi 1er juillet. La parution reprendra avec le numéro daté du mardi 6 septembre.

Seul le bi-mensuel continuera de sortir régulièrement les jeudis suivants : 7 et 21 juillet, 4 et 18 août et 1er septembre.

Les lecteurs, abonnés seulement au quotidien, qui désirent recevoir le bi-mensuel pendant les vacances, doivent s'adresser à l'administration dès maintenant, en joignant la somme de 15 F pour les 5 numéros. Ne pas oublier de signaler les changements d'adresse temporaire en en précisant la durée.

L'administration



## • Thomson-CSF — Malakoff

### Le PCF place ses gens

A la Thomson CSF, à Malakoff (2 300 travailleurs) la CGT dont la direction révisionniste est intimement liée à la municipalité PCF, détient la majorité au CE.

Le Comité d'entreprise emploie cinq travailleuses deux secrétaires, deux correspondantes Sécurité-sociale, une personne chargée du centre de lavage.

Cette dernière doit partir en retraite cette année et le problème de son remplacement s'est posé.

La direction CGT-PCF avait prévu l'embauche d'une militante de choc de la CGT et du PCF qui s'occuperait, à côté du centre de lavage, de « l'animation culturelle du CE ».

Dans la perspective de 78 et de la nationalisation de la Thomson-CSF, le Parti révisionniste veut mettre en place ses gens.

L'année passée, le secrétaire au CE avait déjà embauché une militante du PCF, qui depuis est devenue très influente dans la municipalité révisionniste de Malakoff.

Le reste du CE n'avait pas compris l'enjeu de cette embauche : promouvoir les organismes de vacances du PCF tels que « Tourisme et travail », les voyages en Bulgarie, à Moscou, etc. s'occuper à sa façon des colonies de vacances, sélectionnant les travailleurs qui peuvent bénéficier de l'indemnisation de la part du CE... sans compter le travail de frappe des tracts du PCF...

Cette année, pour la nouvelle embauche, une réaction à lieu de la part des autres membres du CE (bien que les raisons qui motivent certains délégués ne soit pas toujours gui-

dés par la volonté de servir les travailleurs). La CFDT propose une autre personne qualifiée pour s'occuper de ce centre de lavage.

Le vote au CE donne quatre voix contre quatre. Le secrétaire CGT-PCF du CE décide alors de manière antidémocratique de passer outre ce blocage et d'embaucher la personne qu'il avait prévue. Il ajoute que si les autres ne sont pas d'accord, qu'ils « fassent un procès » sachant très bien que la CFDT reculerait devant un tel chantage.

La militante PCF-CGT a été embauchée. La CFDT a baissé les bras.

Quels enseignements tirer de ce fait ?

— L'empressement de plus en plus grand avec lequel le PCF place des gens à lui dans toutes les structures, les CE des futures boîtes nationalisées étant un point-clé. Dans cette voie rien ne l'arrête, même pas le vote contraire du CE.

— Le manque de fermeté de la CFDT. Les trotskistes dans cette affaire, étaient comme par hasard les premiers à baisser les bras, sous prétexte que les travailleurs n'auraient pas compris que le CE s'oppose à une embauche.

Le PCF au pouvoir, c'est toujours le capitalisme. Son infiltration à tous les échelons, c'est la mise en place de son personnel pour diriger l'Etat, l'économie, et spécialement pour encadrer la classe ouvrière ; un clan bourgeois se prépare à remplacer l'autre. Le PCF s'y apprête en jouant de ses « points forts » tels que la CGT.

Une camarade de la Thomson

## • Clermont-Ferrand

### Société hôtelière de restauration de Ladoux Les flics contre les grévistes

Le SHR de Ladoux était occupé depuis le 2 mai par son personnel en grève, avec le soutien de sa section syndicale CFDT.

Mercredi 22 juin, à 3 h du matin les forces de l'«ordre» ont investi l'entreprise et fait évacuer les quelques travailleurs qui l'occupaient la nuit. Après intervention de la police, à la Société métallurgique de Gerzat, — elle aussi occupée — en mai, cette intervention marque un durcissement de la tactique patronale, qui va de pair avec une vague de répression contre des militants politiques et syndicaux. Une seule réponse : la lutte révolutionnaire des masses.

Correspondant HR

### Simone Veil inaugure

Simone Veil est venue cette semaine inaugurer une unité de pointe dans la recherche cancérologique. Bonne occasion pour jeter de la poudre aux yeux et oublier le reste.

A l'appel de la CFDT et de la CGT, un rassemblement avait lieu devant le CHU. Pour «protéger» leur ministre, les forces de l'ordre n'avaient pas lésiné si bien qu'il y avait plus de policiers que de manifestants. Ce déploiement de force et l'intervention brutale de la police pour arracher une banderole de la CFDT, souleva l'indignation du personnel et des malades qui se trouvaient aux fenêtres.

Le résultat de la rencontre entre les syndicats et le ministre avait été prévu par les marxistes-léninistes : néant !

Simone Veil profita aussi de son séjour pour déclarer qu'il y avait trop d'étudiants en médecine et qu'il faudrait accentuer la sélection !

Correspondant HR

## Nettoyeurs du métro

# Une nécessité : empêcher le sabotage des briseurs de grève

De notre envoyé spécial permanent

Voici déjà plusieurs jours que les dirigeants de la CGT se sont conduits en véritables briseurs de grève.

A l'aide de mensonges et de pressions diverses, conjuguées à celles du patronat, ils ont réussi à faire reprendre le travail à quelques dizaines d'ouvriers.

Pouvoir et patronat cherchent depuis à exploiter cette faille ouverte dans l'unité des grévistes. Dans son communiqué, de vendredi dernier, Cavallé ministre des transports, annonçait une reprise à 40 %.

Lundi matin, la RATP parlait de façon tout aussi fantaisiste de 20 %. «Nova-service» puis l'«Audaceuse» entreprise No 2, profitaient de l'occasion pour appeler les ouvriers à reprendre sur la base des «accords conclus» et pour répandre de faux bruits.

Pour riposter à toutes ces manœuvres, les travailleurs et leur comité de grève ont décidé avec l'appui de l'UD CFDT d'intensifier la popularisation. C'est ainsi que jeudi tous ceux qui soutiennent les grévistes sont appelés à se rassembler avec eux à 17 h devant le ministère des transports.

### MAINTENIR LE RAPPORT DE FORCE SUR LE TERRAIN

C'est une autre question encore plus cruciale face aux tentatives des briseurs de grève soutenus par le patronat et le pouvoir.

L'UD CFDT a gardé jusqu'à présent une attitude de conciliation et finalement de suivisme par rapport à la CGT. Depuis vendredi, elle déclare avoir demandé des éclaircissements aux «camarades» de la CGT et attendre la réponse, sans cesse repoussée au lendemain. Sous prétexte de ne pas prêter le flanc à une répression accrue et à la division, elle s'efforce de substituer à la notion de piquets de grève, celle de délégations chargées «uniquement» de donner des explications aux briseurs de grève, notamment aux délégués CGT !

Or, les choses pressent. Le patronat fait trimer les ouvriers par groupes de 20, encadrés de délégués CGT et de contra-maîtres pour leur faire enlever les «gros papiers» dans le maximum de stations.

Va-t-il réussir avec quelques dizaines d'ouvriers face à près d'un millier de grévistes résolus, à briser la grève ?

Qui sont les diviseurs ?

La masse des ouvriers qui veut imposer des méthodes de lutte efficace, ou les dirigeants CGT briseurs de grève ? Le rapport de force se construit-il dans des négociations au sommet ou dans l'action sur le terrain.

### INDISPENSABLES : LES PIQUETS DE GREVE

Dans la pratique, les grévistes ont déjà répondu avec beaucoup de bon sens de classe à ces questions. Samedi matin, quarante grévistes

ont ainsi forcé malgré la présence de nombreux flics, une vingtaine d'ouvriers qui avaient repris le travail à la Bastille à remonter dehors menant ainsi de pair les explications et l'arrêt de tout travail.

Lundi matin, deux contra-maîtres qui voulaient faire retravailler quelques ouvriers se sont vus confisquer une douzaine de balais.

Empêcher le sabotage des briseurs de grève sans violen-

ce inutile mais avec efficacité, une fois que les explications se révèlent insuffisantes, voilà qui est nécessaire.

C'est une telle attitude qui permettra aux grévistes de vaincre et non l'attente infinie de négociations avec des dirigeants CGT qui ont déjà maintes fois apporté la preuve depuis le début de la grève qu'ils n'avaient qu'un seul objectif : la saboter.

## • Schlumberger-Industries (Département Malbrancque) Illies — Nord

### Des membres du PCF attaquent un responsable de la section CGT

Quelques délégués CGT, membres du PCF, ont violemment attaqué un responsable de la section pour avoir «diffusé massivement un tract de l'Humanité rouge» qui exigeait l'interdiction de la CFT et du SAC et dénonçait la mollesse de la riposte orchestrée par la direction nationale de la CGT (5 mn de débrayage). En fait de diffusion massive, ils ne purent d'ailleurs exhiber qu'un exemplaire de ce tract et furent mis au défi d'en trouver d'autres. La section CGT, quant à elle, n'avait pas balancé face à l'assassinat de Pierre Maitre : elle proclamait dans son bulletin «L'Étincelle» qu'il fallait rester fidèle à ce vieux principe envers les nervis fascistes : «Pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule !»

Un autre délégué s'est, d'autre part, fait le larbin des patrons en arrachant des affichettes apposées dans l'usine contre la venue de Brejnev en France et signées «Humanité rouge».

Ce tract et ces affichettes avaient provoqué colère et agitation de ces délégués, minoritaires dans la section, qui ne cachent pas leur appartenance au PCF, et le simple fait que les idées de l'Humanité rouge ne soient pas conformes aux leurs suffit à justifier leurs actes antidémocratiques.

Dès aujourd'hui, ils cherchent à épurer la section de ceux qui, d'accord ou pas avec le Programme commun, n'hésitent pas à s'opposer aux patrons quand il

s'agit de défendre les intérêts de classe des travailleurs et ont fait leur ce principe du syndicalisme de classe : respecter la démocratie et la liberté d'opinion politique, philosophique et religieuse.

Le camarade ainsi attaqué a réagi en posant sa démission de sa responsabilité syndicale, en s'expliquant dans une lettre ouverte à la section (\*).

Un nouveau représentant était nommé dès le lendemain à sa place sans que le camarade en soit averti et sans que la section en ait discuté !

D'autres délégués, n'acceptant pas de telles atteintes à la liberté d'opinion politique, ont à leur tour démissionné, ce que les délégués inféodés au Programme commun font semblant de refuser tout en cherchant d'autres pour les remplacer.

Ces attaques rentrent dans un cadre défini de longue date par le PCF : il s'agit pour lui d'exercer un contrôle sans mesure, à travers la confédération CGT, sur la classe ouvrière ; et il lui faut pour cela éliminer les ouvriers les plus combattifs, surtout quand ils se montrent réfractaires aux idées bourgeoises du Programme commun.

Quant au nouveau représentant, c'est un délégué membre du PCF, tête de liste aux municipales et réputé auprès des ouvriers pour son opportunisme face à la direction : un démissionnaire de la lutte classe contre classe.

Les travailleurs s'inquiètent de l'avenir de leurs

revendications «prises en charge» par de tels délégués et en l'absence de ceux qu'ils reconnaissent comme étant à la pointe du combat. Ils comptent bien s'organiser pour continuer à mener la lutte classe contre classe.

Correspondant Malbrancque

(\* Nous comprenons que des militants syndicalistes, sous la pression de telles attaques puissent arriver à une telle attitude qui n'est pas conforme à notre part de vue et contribue à affaiblir les positions prolétariennes ; temporairement cela est sûr ; ces militants et les travailleurs sauront riposter et défaire la ligne révisionniste. Nous les soutenons pleinement dans ce combat.

